

TDDO — Transition Durable & Digitale des Organisations

Évaluation des propositions - Secteur Agro-Industriel

Master PI2A — Université de Bordeaux | Rémy Juston-Coumat 2025-2026

45/100

Score Global TDDO

La proposition d'Enzo, centrée sur l'ISO 14000, montre une intention louable de maîtriser l'énergie et d'améliorer l'image de l'entreprise. Cependant, elle révèle des confusions importantes sur la norme ISO 14001 (et non 14000), son objectif et sa communication. Une clarification des objectifs et une meilleure compréhension des référentiels sont essentielles pour progresser.

Proposition soumise

Auteur : enzo

Email : enzo.casasola.pro@gmail.com

Date : 23 février 2026

Axe principal : Conformité Réglementaire

Titre :

Mise en place de la norme ISO 14000

Description :

Je veux mettre en place la norme ISO 14000 pour mieux maîtriser l'énergie et pour l'afficher sur des produits pour avoir plus de clients

Évaluation par axe TDDO

RSE & ESG

40/100 — À DÉVELOPPER

L'intention de maîtriser l'énergie s'inscrit dans le pilier Environnemental (E) des critères ESG, ce qui est un bon début. Cependant, la proposition ne mentionne pas les autres piliers (Social et Gouvernance) ni les enjeux plus larges de la RSE. L'idée d'afficher la norme sur les produits pour attirer des clients est une approche marketing qui, si elle n'est pas étayée par des données vérifiées, risque de tomber dans le greenwashing, avec les conséquences réputationnelles et réglementaires associées (directive Green Claims).

Points forts :

- ' Volonté d'améliorer la performance environnementale via la maîtrise de l'énergie.

Points à améliorer :

- ! Élargir la réflexion aux piliers Social et Gouvernance de l'ESG.
- ! Comprendre les risques de greenwashing et l'importance de la vérification des données RSE.
- ! Définir des objectifs RSE plus holistiques au-delà de la seule image produit.

Conformité Réglementaire

55/100 — À DÉVELOPPER

La proposition mentionne la 'norme ISO 14000', qui est en réalité une famille de normes, la norme certifiable étant l'ISO 14001:2015 pour le Système de Management Environnemental (SME). Sa mise en place est pertinente pour la conformité environnementale et la gestion des risques. Toutefois, l'objectif de l'afficher sur des produits est une méconnaissance de la portée de cette certification, qui s'applique au système de management de l'organisation et non directement aux produits. De plus, d'autres réglementations majeures comme la CSRD ou EGAlim ne sont pas abordées.

Points forts :

- ! Identification de l'ISO 14001 (via la mention ISO 14000) comme outil de gestion environnementale.

Points à améliorer :

- ! Clarifier la norme visée (ISO 14001:2015) et sa nature (certification de système, non de produit).
- ! Évaluer la pertinence d'autres normes (ISO 26000, ISO 14064) et réglementations (CSRD, ESRS, EGAlim) pour l'agro-industrie.
- ! Comprendre les implications de la CSRD, notamment pour le bilan GES (ESRS E1) et la double matérialité.

Transformation Digitale

10/100 — INSUFFISANT

La proposition ne contient aucun élément lié à la transformation digitale. L'optimisation de la gestion de l'énergie, bien que potentiellement supportée par des outils numériques (capteurs, IoT, IA pour l'optimisation des process), n'est pas explicitement mentionnée sous cet angle. Il y a un manque total d'intégration des opportunités et des défis du numérique (IA, frugalité digitale, e-commerce, traçabilité numérique) dans cette proposition.

Points forts :

- ! Aucun point fort identifié directement lié à la transformation digitale dans la proposition.

Points à améliorer :

- ! Intégrer des solutions digitales pour la maîtrise de l'énergie (ex: capteurs, IA pour l'optimisation des consommations).
- ! Réfléchir à l'empreinte carbone numérique de l'entreprise et aux principes de frugalité digitale.
- ! Explorer les opportunités de la traçabilité digitale ou de l'e-commerce pour valoriser les efforts environnementaux.

Souveraineté Alimentaire

20/100 — INSUFFISANT

La proposition ne fait aucune mention des enjeux de souveraineté alimentaire, de résilience de la chaîne d'approvisionnement ou des réglementations associées comme EGAlim. La maîtrise de l'énergie est un aspect important pour la compétitivité et la durabilité, mais elle n'est pas directement liée aux objectifs de souveraineté alimentaire tels que la diversification des approvisionnements, les circuits courts ou le soutien aux agriculteurs.

Points forts :

- ! Indirectement, une meilleure maîtrise de l'énergie peut contribuer à la compétitivité de l'entreprise et donc à sa pérennité, mais ce n'est pas un axe direct de la souveraineté alimentaire.

Points à améliorer :

- ! Analyser les vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement et les solutions pour renforcer la résilience.
- ! Évaluer l'impact de l'entreprise sur les agriculteurs et les relations commerciales (loi EGAlim).
- ! Explorer les opportunités de développement de filières locales et de circuits courts.

Points de réflexion à approfondir

1. Quelle est la différence entre ISO 14000 et ISO 14001:2015? Quel est l'objet de la certification ISO 14001?
2. Comment l'entreprise prévoit-elle de mesurer et de réduire son empreinte carbone globale, au-delà de la seule maîtrise de l'énergie?
3. Quels sont les risques de greenwashing associés à la communication environnementale sur les produits et comment les éviter?
4. Comment la transformation digitale peut-elle soutenir la maîtrise de l'énergie et la conformité environnementale (ex: IoT, IA)?
5. Comment l'entreprise intègre-t-elle les enjeux sociaux et de gouvernance dans sa démarche de durabilité?

Recommandations concrètes

- Clarifier l'objectif : s'agit-il d'une certification ISO 14001 pour le système de management ou d'une démarche plus large de réduction de l'empreinte environnementale?
- Développer une stratégie RSE complète intégrant les trois piliers ESG (Environnement, Social, Gouvernance) et alignée sur les enjeux spécifiques de l'agro-industrie.
- Mettre en place un bilan GES (scope 1, 2, 3) pour identifier les sources d'émissions et définir des objectifs de réduction concrets et mesurables, en vue d'une potentielle conformité CSRD/ESRS E1.
- Éviter toute communication environnementale non vérifiée sur les produits pour prévenir le risque de greenwashing et se conformer à la directive Green Claims.
- Intégrer des solutions de transformation digitale (IoT, IA) pour optimiser la consommation d'énergie et améliorer la traçabilité des données environnementales.

Risques & Non-conformités identifiés

- Risque de greenwashing si la communication sur les produits n'est pas étayée par des données vérifiées et auditées (Edelman 2024, ARPP).
- Méconnaissance de la portée de la certification ISO 14001, qui s'applique au système de management et non au produit, pouvant mener à des attentes irréalistes ou une communication trompeuse.
- Non-conformité future à la CSRD si l'entreprise dépasse les seuils et n'a pas anticipé le reporting extra-financier standardisé (ESRS E1, E2, E3, E4).
- Manque d'intégration des enjeux sociaux (conditions de travail, droits des agriculteurs) et de gouvernance (transparence, éthique) qui sont pourtant cruciaux en RSE.
- Opportunités manquées d'optimisation via la transformation digitale et de renforcement de la souveraineté alimentaire.

Prochains pas recommandés

- 1 Former l'équipe sur les fondamentaux de l'ISO 14001:2015 et la différence avec la famille ISO 14000.
- 2 Réaliser une analyse de matérialité pour identifier les enjeux ESG les plus pertinents pour l'entreprise agro-industrielle.
- 3 Établir un bilan carbone complet (scopes 1, 2, 3) pour quantifier l'empreinte environnementale de l'organisation.

Consulter les exigences de la CSRD et des ESRS pour anticiper les obligations de reporting extra-financier.

5

Explorer des cas d'usage de l'IA et de l'IoT pour l'optimisation énergétique et la gestion environnementale au sein de l'entreprise.

Sources à consulter

ISO.org — Pour comprendre la norme ISO 14001 et sa portée.
<https://www.iso.org>

EUR-Lex — Pour la directive Green Claims et la CSRD.
<https://eur-lex.europa.eu>

ADEME — Pour les méthodologies de bilan carbone et la gestion de l'énergie.
<https://www.ademe.fr>

GreenIT.fr — Pour l'empreinte carbone numérique et la frugalité digitale.
<https://www.greenit.fr>

